

La compétitivité globale des nations selon le Forum Économique Mondial

2007-2008 : stabilité d'un classement d'avant crise

Edouard Mathieu¹

Bertrand Moingeon²

Comme chaque automne, le Forum économique mondial (WEF, pour World Economic Forum), institution indépendante basée à Genève, publie son classement de la compétitivité mondiale des nations. Cette année, **la crise financière s'est chargée de rappeler les limites de l'exercice** : les Etats-Unis sont toujours en tête du classement global, avec des marchés financiers classés 3^{ème} pour leur efficacité et 25^{ème} pour leur solidité. Les données proviennent pour l'essentiel d'une enquête de perception réalisée au printemps dans chaque pays par un institut partenaire, dont HEC pour la France, et les résultats résultent d'une moyenne entre les opinions du printemps 2007 et du printemps 2008. La qualité de l'enquête n'est pas en cause : clairement, la crise a pris à revers les esprits les mieux informés.

Mais, avec ses limites, le rapport du Forum économique mondial réussit à synthétiser un très grand nombre de domaines dont on a parfois trop tendance à oublier la complexité. Le classement se fonde sur les théories des professeurs Michael Porter (Harvard) et Xavier Sala-i-Martin (Columbia). Pour eux, en effet, la prospérité d'une nation dépend de beaucoup de choses : des institutions, des infrastructures, de la politique macroéconomique, du système de santé et d'éducation, de la fluidité et de l'efficacité des marchés, de la culture d'entreprise et de nombreux autres « piliers de la compétitivité ». D'autre part, ces différents facteurs ont plus ou moins d'importance selon le niveau de développement.

Dans l'édition 2008-2009 du rapport, qui porte en fait sur la période 2006-2007, **l'économie française est classée globalement 16^{ème}, en progrès de deux places à méthodologie comparable**. Mais les écarts des scores entre pays développés sont très minimes, ce qui fait ressembler les évolutions du classement à un mouvement brownien. C'est plutôt la stabilité des résultats qui frappe, tant pour la France que pour la plupart des autres pays. Les progrès de la Chine (qui parvient dans le top 30) et du Brésil (qui gagne 9 places) sont les seules réelles nouveautés du classement. **L'Union européenne, globalement se situe au niveau d'un pays comme la Nouvelle Zélande, lequel est au 24^{ème} rang**. La France se situe exactement dans la moyenne des 15 plus anciens membres de l'Union.

Les spécificités structurelles de la France relativement aux autres économies développées, sont à nouveau confirmées : la rigidité du marché du travail, l'importance des prélèvements obligatoires ; mais aussi la qualité des infrastructures, de la gestion de ses entreprises et de son système d'enseignement et de recherche. En particulier, **la France reste le leader mondial des écoles de commerce (business schools)**, devant la Suisse et les Etats-Unis. Ceci est conforme aux résultats des classements publiés par la presse économique. Ainsi, dans l'enquête 2008 du Financial Times portant sur les Masters in Management en Europe, les écoles de commerce françaises figurent en très bonne place avec 10 institutions dans le top 20. Il est à noter que HEC Paris occupe la première place depuis la création de ce

¹ Chercheur associé à HEC Executive Education et économiste à la Diact (Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires).

² Professeur et Directeur Général adjoint de HEC Paris, en charge de l'Executive Education et du développement académique. Directeur de l'Institut de l'Europe d'HEC et membre du GREGHEC, unité CNRS (UMR 2959)

classement en 2005. On retrouve également les 3 nations, Etats-Unis, Suisse et France dans les meilleures places du classement mondial des formations continues sur mesure (programmes réalisés à la demande d'entreprises pour leurs cadres dirigeants). En 2008, le Financial Times a ainsi communiqué les résultats de son enquête avec 3 américains, 1 suisse et 1 français (HEC Paris) dans le top 5 mondial.

